

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de pilotage national (COPIL) sera mis en place pour assurer le suivi stratégique de l'action et prendre toute décision nécessaire à garantir son bon déroulement. Le COPIL se réunira semestriellement et son secrétariat sera assuré par l'Assistance Technique.

Les principales parties prenantes de l'action feront partie du COPIL : Ministère de la Justice, Conseil Supérieur de la Magistrature, Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, Commission Nationale Indépendante des Droits Humains, Délégation de l'UE, partenaires de mise en œuvre. Un ou plusieurs représentants des partenaires techniques et financiers agissant dans le secteur de l'appui à la justice, pourront, le cas échéant, participer occasionnellement ou régulièrement aux réunions du COPIL.

Un Comité de suivi technique (CST) sera mis en place afin de coordonner et suivre la mise en œuvre des activités prévues par l'action. Il permettra également d'assurer que les différentes parties prenantes aient le même niveau d'information. Les réunions du CST se tiendront à fréquence trimestrielle. Elles seront organisées par l'Assistance Technique qui assurera également le secrétariat. Les membres du CST sont les cadres techniques des parties prenantes de l'action, membres du COPIL en fonction de l'ordre du jour. Celui-ci se réunit au moins deux fois par an en accord avec le cadre sectoriel.

Les résultats des travaux du COPIL pourront aussi faire l'objet d'échanges dans le cadre du dialogue politique entre le Burundi et l'UE.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

- Le suivi des indicateurs du cadre logique sera effectué grâce à l'appui de l'Assistance Technique (AT) qui sera mise en place. Les informations de base pour alimenter les indicateurs du cadre logique seront collectées par les partenaires de mises en œuvre et analysées/ vérifiées par les experts de l'AT. Le suivi des indicateurs du cadre logique s'effectuera semestriellement, lors des réunions du COPIL.
- Le renforcement des capacités envisagé pour les autorités nationales permettra également de les appuyer dans le suivi et la mise à jours des données nationales, ce qui permettra de renseigner l'évolution des indicateurs d'effet et d'impact du cadre logique.
- La désagrégation des données par genre sera assurée par les partenaires de mise en œuvre dans le cadre du système de suivi et évaluation qui sera élaboré au début des activités. L'AT garantira un accompagnement et un suivi de la collecte et de l'analyse de ces données.